Ensemble le 1er mai pour mondialiser le progrès social

Le 1er mai, journée de solidarité internationale des travailleurs aura cette année une dimension particulière dans le pays et dans toute l'Europe.

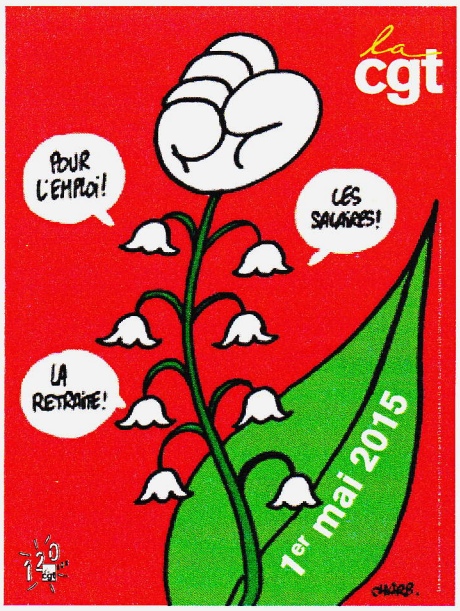
Face aux échecs des politiques d'austérité et aux dégâts économiques et sociaux, des mobilisations et des résistances se font chaque jour plus fortes : Grèce, Espagne, Portugal, Irlande… L'exigence de politiques au service du progrès social s'affirme et génère une confiance nouvelle.

Les luttes multiples qui se font écho dans tout le pays s'inscrivent dans cet élan nouveau et qui s'est concrétisé le 9 avril au travers de centaines de milliers de manifestants.

À l'instar de ce mouvement la Confédération Européenne des Syndicats appelle à mobiliser le 1er mai dans toute l'Europe pour s'opposer aux conséquences de la crise financière imposée par l'Union Européenne et faire entendre **son plan d'investissement pour créer des millions d'emplois en réorientant 2 % du PIB européen.**

Loin d'être un feu de paille, cette montée du mécontentement doit s'amplifier avec de nouveaux moments de mobilisations interprofessionnelles pour faire entendre les revendications et s'opposer à la politique du Medef.

Le projet de loi sur le dialogue social, les négociations sur les retraites complémentaires alertent le monde du travail sur les risques graves de nouveaux reculs si la mobilisation ne monte pas en puissance.



Plus haut et plus fort, le besoin d'une autre répartition des richesses doit résonner. Augmenter les salaires et les pensions, égalité salariale, plus de droits pour les salariés, telles sont les propositions et revendications de la CGT pour sortir de la crise et revaloriser le travail. Elles sont les conditions du financement de la protection sociale pour garantir les droits à la santé et à la retraite.

C'est un message d'espoir et de détermination que nous voulons envoyer aux jeunes et aux privés d'emploi et à toutes celles et ceux qui subissent précarité et chômage.

Ensemble, le 1er mai pour porter la solidarité internationale et l'exigence d'un futur meilleur pour les générations à venir.

Urgence de progrès social et volonté d'une Europe humaniste qui fait face à ses responsabilités, pour en finir avec l'horreur des naufrages de populations en quête de sécurité et d'avenir, seront au cœur des aspirations pour refuser l'inacceptable.

Pour la CGT, la démocratie, la république, la paix, les libertés de pensée et d'expression sont des biens communs qu'elle est décidée à défendre face à tous les totalitarismes, aux discours haineux, aux tentatives de division et de stigmatisation.

Elle appelle les salarié-e-s, les retraité-e-s, les privé-e-s d'emploi et les jeunes à participer aux nombreuses manifestations organisées le 1er mai pour porter tous ensemble leurs exigences au gouvernement et au patronat.

CONFEDERATION SYNDICAT EUROPEEN TRADE UNION

1er Mai – Matériel pour une approche européenne de la Journée internationale des travailleurs

TEXTES

L'Europe est toujours en crise. Le chômage, le chômage des jeunes en particulier, est bien trop élevé. L'émigration de masse n'est qu'un symptôme d'espoirs perdus.

L'austérité a échoué. L'Europe doit investir pour relancer la croissance, remettre les citoyens au travail et favoriser la consommation. Le plan Juncker est un pas dans la bonne direction. La solution n'est pas dans les réductions incessantes des dépenses et les réformes du marché du travail. Les travailleurs européens ont besoin d'augmentations salariales, pas d'un démantèlement de la négociation collective.

Nous militons pour le droit à un salaire égal pour un travail égal, pour les travailleurs migrants, pour tous les travailleurs.

L'Europe risque de payer très cher l'échec de ses politiques comme en témoigne le grand nombre d'électeurs qui tournent le dos aux partis traditionnels.

L'Europe reste embourbée dans une crise profonde. Le chômage des jeunes connaît une hausse vertigineuse en Espagne et en Grèce où il atteint les 50%. Beaucoup de jeunes parmi les plus brillants ont quitté le Portugal, l'Irlande et les pays baltes à la recherche d'opportunités ailleurs dans le monde. Près d'un Européen sur 4 est menacé de pauvreté.

Les politiques de l'UE pour combattre la crise ont échoué. Les résultats en sont une perte de croissance – proche de la déflation, un chômage élevé, davantage de travail précaire, une pauvreté et des inégalités croissantes. En Europe, l'écart entre régions et pays riches et pauvres s'est encore creusé. L'austérité ne fonctionne pas.

La nouvelle Commission européenne, emmenée par Jean-Claude Juncker, a proposé un plan d'investissement de 315 milliards d'euros – c'est un pas dans la bonne direction. Mais ce n'est pas suffisant pour compenser les investissements perdus depuis 2008. En outre, ce plan repose sur des hypothèses très optimistes quant à la levée de fonds en provenance du secteur privé. Il est peu probable que des investissements directs importants aillent aux pays qui en ont le plus besoin.

Malgré des mesures positives en faveur de l'investissement, l'Union européenne prône toujours des « efforts budgétaires » (c.-à-d. des réductions des dépenses publiques), ce qui freine la croissance. Elle continue également à promouvoir les « réformes structurelles » qui trop souvent sont synonymes de libéralisation, de pertes d'emplois, de contrats précaires, de pressions salariales et de moins de négociation collective.

Les syndicats soutiennent les réformes créatrices de croissance et d'emplois de qualité, pas celles qui augmentent les bénéfices des entreprises au détriment des familles laborieuses. Nous rejetons l'idée selon laquelle le secteur public, c'est mauvais ; le secteur privé, c'est bon. Pour sortir de la crise, l'Europe a besoin d'un secteur public et d'un secteur privé prospères. Pour stimuler la croissance et compenser la baisse des conditions de vie, les travailleurs partout en Europe ont besoin de meilleurs salaires.

Les syndicats soutiennent la libre circulation – basée sur l'égalité de salaire et de conditions pour un travail égal. L'exploitation des travailleurs pour faire baisser les salaires et les conditions de travail n'a pas sa place dans le marché unique européen.

Le coût social élevé payé par les travailleurs du fait de la crise est inévitablement suivi d'un coût politique élevé comme le montre le grand nombre d'électeurs qui abandonnent les partis traditionnels notamment en Grèce, en Espagne, en France et au Royaume-Uni.

Assez d'austérité ! Investissons dans la croissance durable et les emplois de qualité
L'Europe a besoin d'une nouvelle voie, d'investissement public et privé, pas de coupes budgétaires

HASHTAGS & @s

Pour le 1er Mai : #May1, #IntWorkersDay
Pour la politique économique de l'UE : #InvestEU, #InequalityEU
Pour les revendications de la CES : #NewPath4Europe
@s : @JunckerEU, @eucopresident

FAITS

Source : nouvelle édition de la publication de l'ETUI « Benchmarking Working Europe 2015 ».

- Suivant le ratio dette publique/PIB, les finances publiques de 15 des 28 États membres se sont dégradées entre 2010 et 2014 malgré l'austérité budgétaire adoptée tout au long de cette période. (page 12)
- La moyenne simple des taux légaux maximum de l'impôt des sociétés dans l'UE28 a chuté de 35% en 1995 à 22,9% en 2014. (p. 17)
- En 2013, le travail à temps partiel involontaire atteignait près de 70% en Grèce et plus de 60% en Espagne, Italie et Bulgarie. (p. 30)
- Depuis 2008, la croissance du salaire réel est restée inférieure à la croissance de la productivité dans 18 des 28 pays de l'UE. (p. 42)
- En Espagne, le nombre de travailleurs couverts par des conventions collectives est passé de 12 millions en 2008 à 7 millions en 2013. Au Portugal, le nombre de conventions enregistrées a chuté de 296 en 2008 à 95 en 2013. (p. 49)
- Entre 2000 et 2012, la couverture de la négociation collective a diminué dans 19 des 27 pays de l'UE. (p. 50)

LIENS

http://www.etuc.org/fr/documents/d%C3%A9claration-de-la-ces-l%E2%80%99apr%C3%A8s-%C3%A9lections-en-gr%C3%A8ce-%E2%80%93-une-opportunit%C3%A9-pour-l%E2%80%99europe#.VR5jMfmsWT8

http://www.etuc.org/fr/documents/d%C3%A9claration-de-la-ces-sur-le-plan-dinvestissement-au-niveau-de-lunion-europ%C3%A9enne#.VR5jYvmsWT8

http://www.etuc.org/fr/documents/d%C3%A9claration-de-la-ces-%C3%A0-la-nouvelle-commission-europ%C3%A9enne#.VR5jivmsWT8

Déclaration des organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, UNSA

Un 1er mai unitaire à dimension européenne pour le progrès social

Le 1er mai, journée de solidarité internationale des travailleurs, aura cette année une dimension européenne particulière.

Dans beaucoup de pays européens, les populations subissent des politiques d'austérité et de réformes, réduisant les droits des travailleurs et leur protection sociale.

Il faut stopper ces politiques et investir pour des emplois de qualité et une croissance tenant compte des impératifs de développement durable.

La Confédération européenne des syndicats (CES) a décidé de faire du 1er mai une journée de mobilisation unitaire et convergente des salarié-e-s, retraité-e-s et des chômeurs-es partout en Europe.

Les organisations syndicales françaises affiliées ou non à la CES, CGT, FSU, Solidaires et Unsa, réunies le 15 avril 2015, appellent à y participer pour :

- promouvoir la protection sociale,
- combattre et réduire le chômage,
- permettre la création d'emplois,
- développer les investissements pour relancer l'activité économique,
- promouvoir les services publics,
- améliorer les salaires, les retraites, les pensions et les minima sociaux et promouvoir l'égalité salariale femmes-hommes.

Elles réaffirment, dans la suite du 11 janvier, que la démocratie, la république, la paix, les libertés de pensée et d'expression sont des biens communs qu'elles sont décidées à défendre face à tous les totalitarismes, aux discours haineux, aux tentatives de division et de stigmatisation.

La convergence des mobilisations partout en Europe ce 1er mai sera un signe fort adressé aux différents gouvernements et aux patronats pour exiger une construction européenne fondée sur le progrès social, s'appuyant sur le renforcement du dialogue social et des droits sociaux.

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires et Unsa appellent à la réussite des nombreuses manifestations unitaires qui seront organisées dans tout le pays le 1er mai 2015, sur la base de cet appel.

Montreuil, 15 avril 2015 - Ne pas jeter sur la voie publique